

COMITE DIRECTEUR DU 12 SEPTEMBRE 1987

discours de Pierre MAUROY

Mes chers camarades,

Nous voici à 200 jours de l'élection présidentielle. Nous serons vite dans la dernière ligne droite, pour gagner ou perdre une élection essentielle qui en commandera d'autres : des élections cantonales, les municipales et peut-être des législatives.

En quelques mois le parti socialiste se verra confirmer comme premier parti de France, parti de gouvernement, transformant ainsi en intermède la victoire de la droite en 1986. Ou bien, au contraire, notre parti sera précarisé, notre projet repoussé et la législature de gauche restera, pour une période indéterminée, comme un essai à transformer.

Tel est bien l'enjeu de notre mobilisation et, dans l'immédiat, de notre débat d'aujourd'hui.

La perspective la plus proche est celle de l'élection présidentielle, pour gagner il nous faut réunir trois conditions :

- un bon candidat,
- un bon projet,
- une mobilisation totale des militants socialistes pour la prochaine période.

Et je souhaite dire quelques mots sur chacune de ces conditions.

*

*

*

I - NOTRE CANDIDAT

Nous en avons beaucoup parlé, seul à seul, à défaut de le faire tous ensemble, et je ne crois pas nécessaire d'y revenir longuement. Pour l'instant tout du moins. La marge est pourtant étroite, entre la diversité qui nous honore et nous enrichit et la division qui exaspère et fragilise.

C'est dire que la diversité ne doit jamais être interprétée comme l'amorce d'une division, laquelle mènerait inéluctablement à la dispersion et donc à la ruine de ce qui a été construit depuis le Congrès d'Epinay.

Mais, après les appréhensions du mois d'août, j'ai été favorablement impressionné à Coulommier par notre volonté de nous unir sur un projet. J'espère que cette volonté renouvelée nous conduira à la synthèse aujourd'hui.

C'est d'ailleurs l'apaisement souhaité par les militants et l'apaisement qu'attendent les Français, qui souhaitent une victoire de la gauche.

Autour de François MITTERRAND, nous avons animé, vécu la saga des socialistes, le renouveau du socialisme à Epinay, l'unité des

socialistes aux Assises, la victoire de la gauche le 10 mai 1981. Nous continuons dans cette voie, ou bien nous retombons dans l'ordinaire de notre condition qui a été trop longtemps l'opposition. C'est tout de même une immense responsabilité individuelle et collective, à nous d'assumer cette responsabilité.

II - NOTRE PROJET

Nous savons tous que la gauche ne peut vraiment réformer en profondeur le pays si elle est portée au pouvoir par un simple vote de refus de la droite.

Il nous faut certes dénoncer la droite, mais il nous faut aussi un vote d'adhésion et c'est pourquoi le projet socialiste que nous allons adopter revêt une telle importance.

Une importance d'autant plus grande que l'avenir proche comporte plusieurs échéances électorales. Au delà de l'élection présidentielle, c'est le rapport de force entre la droite et la gauche qui jouera un rôle prédominant, voire, exclusif.

Or, nous savons tous que les signes d'un rééquilibrage au profit de la gauche sont encore faibles et fragiles. Certes, les résultats des élections partielles sont satisfaisantes pour les socialistes, mais c'est uniquement parce que la droite est divisée et non parce que la gauche est majoritaire, même si, çà et là des électeurs égarés par la démagogie du front national, se ressaisissent au deuxième tour et rejoignent la gauche.

C'est donc autour de notre projet qu'il nous faudra mobiliser.

Les voies de la mobilisation

Quels sont les thèmes à privilégier, quel déclic faut-il provoquer ?

Le thème de la croissance

Mes chers camarades,

La gauche a besoin d'une perspective, elle a besoin d'une ambition à offrir au pays et nous savons bien que le retour à une croissance économique forte en constitue le préalable essentiel.

De ce point de vue, il convient que nous nous expliquions. Je pense pour ma part que nous ne pourrions retrouver cette croissance ^{qu'avec} ~~que dans le~~ cadre d'une politique de coopération européenne qui s'articulerait autour de trois axes.

° Réforme du système monétaire européen :

Dans la conjoncture internationale actuelle le S.M.E. a eu le mérite de permettre aux monnaies européennes de ne pas être emportées dans la bourrasque internationale.

Mais, s'il a aidé à la convergence des taux d'inflation des différents pays européens, ce résultat n'a été obtenu qu'au prix d'une plus grande divergence des soldes extérieurs.

Il convient de tirer les leçons d'un tel disfonctionnement en passant à la construction de la deuxième phase du S.M.E. qui verrait un renforcement du rôle de l'écu face aux oscillations du dollar et des monnaies qui lui sont liées (celles des NPI notamment).

° Une telle réforme permettrait un abaissement généralisé des taux d'intérêt.

Dans la mesure où l'on éviterait le processus actuel de report des capitaux sur le seulmark et donc la nécessité pour les autres monnaies de défendre leur parité par rapport au mark par un relèvement de leur taux d'intérêt.

° Troisième volet de cette politique de coopération, une politique de relance européenne telle qu'elle a été définie au cours des dernières années par la commission des communautés européennes, politique qui permettrait d'ici 1990 de réduire le taux de chômage de près de 4 points dans les différents pays d'Europe.

Face à cette politique, existe-t-il un autre élément d'alternative ?

Pour ma part, je ne le pense pas.

Je n'éprouve aucune religion particulière vis-à-vis du S.M.E. Mais je suis bien obligé de constater que, si en 1983 nous n'avions pas fait le choix qui a été le nôtre, nous n'en aurions pas été à un peu plus de 2% d'inflation en 1986, ni à un commerce extérieur aussi maîtrisé.

Les conditions sont-elles différentes aujourd'hui ? Certes, comme je l'ai dit,

l'inflation n'est plus aussi forte, les cours du pétrole semblent stabilisés, le dollar orienté à la baisse.

Est-il possible pour autant de s'orienter vers une solution purement hexagonale qui par le biais d'une dévaluation compétitive nous permettrait d'obtenir un différentiel de croissance avec les autres pays européens ?

Je ne le crois pas.

On a parfois cité l'exemple de l'Italie. Exemple mal venu, dans la mesure où le différentiel de croissance - réel - entre l'Italie et les autres pays européens s'est immédiatement traduit par un déficit du commerce extérieur de 45 milliards de francs sur les 6 premiers mois de 87 et a obligé le gouvernement italien à mettre finalement en place un plan d'austérité.

L'Espagne et le Portugal qui sont les deux autres pays à avoir connu un différentiel de croissance positif avec le reste de la C.E.E. se trouvent eux aussi en position difficile et en sont au point de voir leur destin suspendu à la mise en place du scénario de coopération européenne que je vous ai décrit.

Mes chers camarades, il ne faut donc pas en démordre, ce scénario est la seule voie qui nous est aujourd'hui ouverte.

Une voie que l'Allemagne va probablement découvrir elle aussi.

Tant que le dollar était élevé, elle n'avait pas besoin d'une reprise de la demande interne européenne, dans la mesure où sa croissance était tirée par la demande externe du reste du monde.

Aujourd'hui où la conjoncture mondiale s'inverse, il lui faudra elle-même ou s'accomoder de la stagnation ou participer avec nous à un tel scénario de relance concertée.

Doit-on pour autant tout attendre d'une solution extérieure et devons-nous inciter les Français à penser que rien n'est possible dans l'immédiat, sinon quelques ajustements ici et là pour atteindre plus vite ce retour à la croissance?

Je ne le pense pas et j'ai au contraire la conviction qu'il faut nous affirmer nettement

sur trois thèmes :

1 - Mener le combat pour la justice sociale

- le premier, est la justice sociale. La croissance est faible ? certes, mais il n'en est que plus nécessaire d'assurer la juste répartition des fruits de cette croissance. Nous devons dénoncer sans relâche la concentration actuelle des fruits de la croissance sur un "groupuscule" de "spéculateurs".

Pour nous, socialistes, l'évolution divergente du pouvoir d'achat des salariés - notamment des fonctionnaires - et de celui des non salariés, n'est pas acceptable. Pour nous, la bataille du pouvoir d'achat est fondamentale!

Nous devons dénoncer, chaque jour, le **hold up sur les résultats de la politique de rigueur**, parce que, tirer la leçon du courage dont nous avons fait preuve en 1982, c'est refuser ce hold up et rester fidèles au juste partage des efforts à accomplir, mais aussi de leurs fruits.

C'est pourquoi, nous devons engager avec les organisations syndicales la bataille du pouvoir d'achat et non se contenter d'une promesse

supplémentaire de Jacques CHIRAC.

Puisque je suis sur ce terrain, permettez-moi une parenthèse. On a quelques fois évoqué l'hypothèse d'un contrat national de croissance.

S'il s'agit de dire que les gains de productivité qu'a permis au cours de ces dernières années l'effort des salariés, doivent être équitablement répartis, qu'ils doivent alimenter l'investissement et non la spéculation, je suis bien évidemment parfaitement d'accord.

Mais, qui peut croire qu'une telle orientation puisse se formaliser dans le cadre d'un grand accord national et non dans des accords intervenant au niveau des branches ou des entreprises et qui supposeront donc la double action de l'Etat, mais aussi des salariés et de leurs syndicats.

2 - Nous placer idéologiquement dans notre camp et non sur le terrain de l'adversaire.

- Au-delà de cette préoccupation permanente de justice, nous avons besoin de dire comment nous allons réguler le marché, quelle sera

la place du plan, celle du secteur public, quel développement voulons-nous donner aux lois Auroux?

Notre projet va dans le bon sens, mais la discussion publique que nous menons paraît gênée, coincée et pour tout dire embarrassée sur ce thème.

Je crois nécessaire d'être plus net sur le secteur public et prendrais l'exemple des assurances : pour ma part, en considérant le rôle d'ordonnateur des dépenses fiscales de l'Etat que remplissent les assureurs, en considérant également les liaisons étroites qui existent entre assurance individuelle et sécurité sociale, je refuse les privatisations projetées par la droite.

Je suis tout à fait convaincu, comme la majorité d'entre nous, qu'il ne faut pas faire de liste des nationalisations à opérer, qu'il n'est pas indispensable de reprendre tout ce que nous avons réalisé à partir de 1981, mais il ne faut pas non plus traiter le secteur public comme un sujet de renoncement. La société d'économie mixte reste notre credo et nous ne devons avoir aucune timidité pour l'affirmer haut et fort.

3 - Attention la droite continue à jouer de sa liberté pour restreindre celle des autres.

- Notre troisième thème de bataille doit porter sur le tout Etat. La droite a presque réussi à convaincre les Français que le combat droite-gauche était celui du citoyen contre l'Etat.

Si nous n'y prenons garde, l'immense acquis en terme de liberté que représente la décentralisation, ne nous sera même plus crédité!

Je vous invite à dénoncer la triple escroquerie qu'est en train d'opérer la droite sur ce terrain des libertés. Car enfin sous couvert de libéralisme, à quoi assiste-t-on ?

La pause et même le recul de la décentralisation ? c'est accroître l'emprise de l'Etat sur la société civile.

Les nominations des dirigeants depuis mars 1986 ? C'est accroître l'emprise d'un parti sur l'Etat.

Les privatisations, dans les conditions qu'on connaît ? C'est accroître l'emprise d'un groupuscule d'affairistes sur ce parti.

Ainsi, sous couvert de libéralisme,

aura-t-on abouti à la confiscation de l'ensemble de la société par quelques uns

Voilà mes chers camarades, autour de quels thèmes qui sont ceux de notre projet, nous devons mobiliser l'ensemble de notre pays pour renverser durablement un rapport de forces gauche-droite encore difficile pour le parti socialiste.

- Puisque nous parlons projet, je souhaite esquisser trois observations complémentaires :

l'une qui a trait à notre doctrine : le socialisme, est-il né de la République ou de l'avènement de forces sociales nouvelles, le prolétariat et de leur exploitation dans la société créée par la nouvelle révolution industrielle du siècle dernier.

Quand nous nous interrogeons sur le point de savoir si le socialisme se résume ou non à un approfondissement de la démocratie, nous posons en fait la question de l'origine du socialisme... Mais peut-on la poser utilement, en ignorant la synthèse que nous a apportée JAURES, et qu'exprime notre déclaration de principes ?

Pour que vive le socialisme, la démocratie est nécessaire, mais insuffisante. Et il serait naïf de compter sur je ne sais quel déterminisme historique et considérer que l'évolution de la démocratie mène naturellement au socialisme.

Il nous faudra un jour reprendre notre débat sur ce sujet.

J'aurais voulu aussi parler du marché unique pour dire que si ce marché ne résulte pas de politique commune, il sera le pure produit d'une politique néo-libérale, marquant pour l'Europe demain, comme pour la France aujourd'hui, l'avènement des plus riches et des plus puissants.

Mais le discours que j'ai commencé sur les problèmes européens me semble suffisamment explicite.

J'aurais voulu enfin évoquer la politique étrangère, et considérer, en particulier, que le retour à la croissance c'est retrouver des marchés, que l'ébranlement qui se produit à l'Est doit susciter l'intérêt et non la perplexité alors qu'aujourd'hui si l'initiative est à l'Est, l'attentisme est à l'Ouest.

Qui ne voit qu'une logique de paix sera aussi une logique de croissance ?

Mes chers camarades, l'essentiel est de mener le combat, nous sommes à pied d'oeuvre. Jacques CHIRAC l'est aussi qui, devenu candidat, n'est plus que Premier ministre à temps partiel, pendant que son ministre de l'économie et des finances distribue des chèques qui ne seront honorés qu'après l'élection présidentielle.

Pour mener ce combat, il nous faut retrouver l'esprit de la Grande Nation, solidaire, ouverte, ambitieuse, qui réaffirmera sa primauté politique en Europe en la fondant sur un dessein populaire et sur son dynamisme économique et non plus seulement les acquis de son passé.

III - MOBILISER L'ENSEMBLE DES SOCIALISTES

C'est ce que nous faisons autour du projet socialiste. C'est ce que pour ma part, je vais essayer de faire, au niveau de la FNESR, en demandant à la Fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains de jeter toutes ses forces dans la bataille.

A partir de ce mois, et jusqu'en mars

prochain, des assises tenues dans chaque région, vont nous permettre d'une part de mobiliser notre réseau constitué de 60.000 élus, d'autre part d'approfondir tous les thèmes que contiendra notre projet concernant les collectivités locales.

Pour assurer une pleine efficacité de l'appareil de la FNESR, j'ai tenu, à chaque fois que celà a été possible, à ce que les délégués nationaux du parti exerçant des compétences intéressant les collectivités locales, assument les mêmes responsabilités pour la FNESR.

Chacun a conscience de l'enjeu de cette mobilisation : d'abord parce que notre réseau d'élus constitue un instrument irremplaçable de sensibilisation de l'électorat. Mais aussi parce qu'il nous faut exprimer fortement notre volonté de régler les problèmes de vie quotidienne, les problèmes de société. Bref tout ce qui ne correspond pas forcément à une vision planétaire des choses, mais correspond certainement aux préoccupations des habitants de ce pays!

C'est ainsi que le 20 septembre à Livry Gargan nous débattons de la sécurité dans la ville avec les élus d'Ile de France. Le 26 septembre à Angoulême, nous traiterons de la culture avec nos élus de Poitou Charente, et le 3

Octobre à Chenove les élus bourguignons évoqueront les conditions d'insertion des jeunes.

Semaine, après semaine, nous allons ainsi nous engager dans le sillon tracé par ce nouveau projet socialiste et participer à la reconquête d'une majorité.

Si nous tous, qui sommes ici, nous nous engageons de toutes nos forces sur la défense de notre projet, en dénonçant sans relâche les régressions que la droite voudrait introduire dans notre pays, alors je suis sûr, mes camarades, qu'il y aura l'an prochain, à nouveau pour sept ans, un Président de la République de gauche, à la tête de la France.

C'est pourquoi, le débat qui s'est engagé entre nous me semble un peu puéril.

Nous avons tous ensemble décidé d'élaborer un texte qui soit ouvert et permette la plus large réflexion des militants.

Pourquoi faudrait-il réduire l'enjeu de ce texte à tel ou tel de ses aspects ?

Je propose donc que nous soyons tous d'accord pour le proposer tel quel aux militants

qui auront, eux, à proposer leurs propres observations.

Ou bien, alors, il faut que soit pris en compte et retranscrits pour les militants l'ensemble des suggestions, remarques ou analyses qui ont pu surgir du débat du Comité Directeur.

Pourquoi en effet prendrait-on en compte les remarques de tel ou tel leader du parti, et non celles pourtant extrêmement riches qui ont pu être faites par les jeunes issus du mouvement étudiant et qui sont intervenus, lors de notre C.D.

Ou bien, le texte doit être envoyé tel quel, ou bien chacun doit être en position d'égalité vis-à-vis des remarques qu'il entend proposer à la réflexion des militants du parti.